

C2A

Commissariat aux comptes

Commissariat Audit Assistance

Société de commissariat aux comptes
inscrite près la cour d'Appel de
Saint Denis de la Réunion

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A.G.T.T.

Association de Gestion du Théâtre du Tampon

Association Loi 1901

Siège social : 20, Rue Victor Le Vigoureux
97430 LE TAMPON

SIRET / APE : 329 288 468 00013 / 9004Z

Sur les comptes clos au

31 DECEMBRE 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A.G.T.T.

Association de Gestion du Théâtre du Tampon

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'assemblée générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association de Gestion du Théâtre du Tampon relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie intitulée « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de réglementation comptable » de l'annexe des comptes annuels concernant l'application du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers à compter du 1^{er} janvier 2025.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Saint Paul, le 12 mai 2026

C2A, Commissaire aux Comptes



Sébastien ROBERT, associé

ANNEXE : DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan actif

COMPTES ANNUELS JOINTS AU RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Frais d'établissement (I)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	9 400	8 653	747	1 827
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillage industriels	715 572	524 868	190 704	246 908
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	3 850		3 850	
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	728 822	533 521	195 301	248 735
STOCKS ET EN-COURS	7 988		7 988	1 016
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes	7 988		7 988	1 016
CRÉANCES				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	28 508		28 508	14 454
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	400 029		400 029	153 078
Charges constatées d'avance	15 544		15 544	20 232
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	820 865		820 865	705 441
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	1 272 934		1 272 934	894 222
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	2 001 756	533 521	1 468 235	1 142 957

Bilan passif

COMPTES ANNUELS JOINTS AU RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Postes	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise	54 475	54 475
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	54 475	54 475
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	660 645	628 123
Excédent ou déficit de l'exercice	95 427	32 522
SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	810 547	715 120
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	157 567	209 369
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	968 114	924 489
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	75 435	37 011
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)	75 435	37 011
PROVISIONS		
Provisions pour risques	31 267	31 267
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (III)	31 267	31 267
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	51 596	52 375
Dettes issues de legs ou de donations		
Dettes fiscales et sociales	100 538	91 000
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	120	3 136
Produits constatés d'avance	241 166	3 679
TOTAL DETTES (IV)	393 419	150 190
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	1 468 235	1 142 957

Compte de résultat

COMPTES ANNUELS JOINTS AU RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Postes	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 634	1 164
Ventes de biens	9 687	8 811
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	532 381	461 314
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	958 991	865 172
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénat	12 500	10 000
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		76 563
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés	37 011	61 433
Autres produits	21 115	9 881
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 573 319	1 494 338
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	7 469	6 690
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	834 132	891 949
Aides financières		
Impôts, taxes, et versements assimilés	27 007	29 679
Salaires	381 704	334 567
Cotisations sociales	86 208	91 642
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	62 169	71 949
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées		
Reports en fonds dédiés	75 435	37 011
Autres charges	11 737	33 429
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 485 861	1 496 916
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	87 458	- 2 578
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	9 085	1 724
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	9 085	1 724
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		

Postes	2025	2024
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	9 085	1 724
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	96 543	- 854
Produits exceptionnels (V)		33 733
Charges exceptionnelles (VI)	552	
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	- 552	33 733
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	564	357
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 582 404	1 529 795
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 486 977	1 497 273
EXCÉDENT OU DÉFICIT	95 427	32 522
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	64 612	64 612
Bénévolat		
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	64 612	64 612
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	64 612	64 612
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	64 612	64 612

**COMPTES ANNUELS JOINTS AU RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Annexe



Préambule

COMPTES ANNUELS JOINTS AU RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Introduction

Introduction à l'annexe

L'exercice comptable clos le **31/12/2025** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2024** à **31/12/2024**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **1 468 235,22 €**.

Le résultat net comptable est **un bénéfice** de **95 427,20 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Événements significatifs

Autres informations significatives

L'association gestion théâtre luc donat a été convoqué au conseil de prud'hommes en mars 2025 pour un litige avec un salarié licencié en avril 2024. Une provision pour risque a été constatée dans les comptes de 2024 pour un montant de 31K€.

Au 31/12/2025, la procédure est toujours en cours.

Principes et méthodes comptables

COMPTES ANNUELS JOINTS AU RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Règlement comptable

Description de l'entité

L'association Gestion du Théâtre Luc Donat du Tampon (AGTT), créée en 1983, a une vocation culturelle et associative.

Ses missions sont multiples :

- Faire vivre et animer le théâtre Luc Donat,
- Contribuer à la structuration de la politique culturelle en matière de spectacle vivant,
- Favoriser l'accès aux spectacles et actions culturelles,
- Contribuer à l'attractivité du territoire,
- Accompagner la création professionnelle de l'île,
- Favoriser les synergies dans le réseau professionnel,
- Etre acteur de la vie culturelle locale,
- Mettre en oeuvre la programmation artistique du Théâtre Luc Donat.

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2022-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En plus des dispositions expresses prévues dans le règlement ANC n°2022-06, les conventions comptables respectent également les dispositions du Plan Comptable Général issues du règlement ANC n°2014-03 et 2018-06.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition.

Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans

* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

**COMPTES ANNUELS JOINTS AU RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	10 ans
Travaux	5 à 10 ans
Matériel et outillage	
Matériel	6,5 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	
Autres	

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Indemnité de départ à la retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

Changements de méthodes

Changement de réglementation comptable

Conformément à l'application du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, qui modifie le règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan comptable général, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

L'association a opéré un changement de méthode comptable conformément à la réglementation applicable pour l'exercice 2025.

A ce titre, le changement de réglementation appliqué de manière prospective impacte la présentation des comptes de la manière suivante :

- Retraitement des éléments entrant dans le résultat exceptionnel avant l'application du Règlement en résultat courant.
- Suppression de la technique de transferts de charge qui ont été comptabilisés conformément à la nouvelle réglementation en vigueur

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

COMPTES ANNUELS JOINTS AU RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences	23 439		14 039	9 400
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	590 631	1 162	4 057	587 736
Autres immobilisations corporelles	159 554	4 274	35 992	127 836
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				3 850
TOTAL	773 624	5 436	54 088	728 822

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

**COMPTES ANNUELS JOINTS AU RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**
Amortissements et dépréciations

Amortissements	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles						
Frais de développement						
Concessions, brevets & licences			21 612	1 080	14 039	8 653
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel et outillage			410 955	51 302	4 057	458 200
Autres immobilisations corporelles			92 322	10 339	35 992	66 668
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations financières						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL			524 888	62 721	54 088	533 521

Dépréciations	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Stocks et en-cours				
Matières premières				
En-cours de production (biens et services)				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances				
Charges constatées d'avance				
Capital souscrit - appelé non versé				
TOTAL				

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

COMPTES ANNUELS JOINTS AU RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immo. financières	3 850	3 850		
Clients douteux				
Autres créances clients	28 508	28 508		
Personnel et comptes rattachés	180	180		
Sécurité sociale et autres org. sociaux	490	490		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA	2 762	2 762		
Autres impôts	5 000	5 000		
Divers	390 745	390 745		
Groupes et associés				
Débiteurs divers	853	853		
Charges constatées d'avance	15 544	15 544		
TOTAL	447 931	447 931		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

État des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	15 544	
TOTAL	15 544	

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Réduction	Fin d'exercice
Situation nette					
Fonds propres sans droit de reprise	54 475				54 475
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	628 123	32 522			660 645
Excédent ou déficit de l'exercice	32 522	-32 522	95 427		95 427
TOTAL	715 120		95 427		810 547
Autres					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	209 369			51 802	157 567
Provisions réglementées					
TOTAL	209 369			51 802	157 567
TOTAL GÉNÉRAL	924 489		95 427	51 802	968 114

Fonds dédiés

COMPTES ANNUELS JOINTS AU RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Rubriques	Début d'exercice	Reports	Utilisations montant global	Utilisations dont rembours.	Transferts (A)	Cloture Montant global (B)	Clôture projets sans dépense
Subventions d'exploitation							
RESEAU CURCUMA 2024	25 172		25 172				
CITEE EDUCATIVE 2024	11 840		11 840				
FDPE/CAF OKILE MON SOULIE		5 300				5 300	
CITEE EDUCATIVE 2025		9 523				9 523	
RESEAU CURCUMA 2025		27 692				27 692	
GAL GRAND SUD 2025		32 921				32 921	
TOTAL	37 011	75 435	37 011			75 435	
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	37 011	75 435	37 011			75 435	

Provisions

Nature de la provision	À l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non- utilisées	À la clôture de l'exercice
Provisions pour risques	31 267				31 267
TOTAL	31 267				31 267

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux étab. de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	51 596			
Personnel et comptes rattachés	50 938			
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	26 347			
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices	564			
TVA	22 120			
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	568			
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	120	120		
Produits constatés d'avance	241 166	241 166		
TOTAL	393 419	241 286		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

COMPTES ANNUELS JOINTS AU RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Précisions sur certains postes de passif

Produits constatés d'avance	Montant	Commentaire
PCA GAL GRAND SUD/LEADER	-224 481	
PCA SPECTACLES 2026	-16 684	
TOTAL	-241 166	

Informations relatives au compte de résultat

Concours publics et subventions

Rubriques	Union européenne	État	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics	70 880	142 399	684 410		9 500	958 991
Subventions d'exploitation						
Subventions d'investissement			51 802			51 802
TOTAL	70 880	142 399	736 212		9 500	1 010 793

En 2025, l'association a obtenu une subvention FEADER du programme LEADER d'un montant de 295 361.04€ pour la mise en œuvre du projet "Valorisation des patrimoines des Hauts du SUD". Une quote part de cette subvention a été constatée dans les comptes de 2025 pour un montant de 70 879.55€, le solde restant a été passé en produits constatés d'avance.

État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non parvenues	27 940	
Personnel - Dettes provisionnées pour congés à payer	17 690	
Organismes sociaux - Charges sociales sur congés payés	3 711	
Organismes sociaux - Autres charges à payer	8 227	
TOTAL	57 568	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Clients - Factures à établir	64	
Organismes sociaux - Produits à recevoir	490	
Etat - Produits à recevoir	5 000	
TOTAL	5 554	

Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Afférents à la certification des comptes	5 220	
Afférents aux services autres		
TOTAL	5 220	

Mise à disposition gratuite des biens

Les contributions volontaires en nature inscrites au compte de résultat concernent la mise à disposition à titre gratuit, dans le cadre de la convention pluriannuelle du 26 Novembre 2012, des locaux par la commune du Tampon pour une valeur locative annuelle de 64 612 €.

Informations relatives à l'effectif

COMPTES ANNUELS JOINTS AU RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Effectif employé pendant l'exercice

Catégorie	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	
Employés, techniciens, agents de maîtrise	7
Cadres et ingénieurs	4
TOTAL	11

Informations complémentaires

COMPTES ANNUELS JOINTS AU RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 33 249 euros.

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 33 249 euros.

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3.59 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Table de taux de mortalité : INSEE 2022

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

A.G.T.T.

Association de Gestion du Théâtre du Tampon

Association Loi 1901

Siège social : 20, Rue Victor Le Vigoureux
97430 TAMPON

SIRET / APE : 329 288 468 00013 / 9004Z

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
CONVENTIONS REGLEMENTEES**

A.G.T.T.

Association de Gestion du Théâtre du Tampon

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBÉRANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Saint Paul, le 12 mai 2026

C2A, Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'S. Robert', with a stylized flourish at the end.

Sébastien ROBERT, associé